

# Aux Pays-Bas, le président de la banque centrale livre un plaidoyer proeuropéen inattendu

 [lemonde.fr/economie/article/2020/09/03/aux-pays-bas-le-president-de-la-banque-centrale-livre-un-plaidoyer-proeuropeen-inattendu\\_6050872\\_3234.html](https://www.lemonde.fr/economie/article/2020/09/03/aux-pays-bas-le-president-de-la-banque-centrale-livre-un-plaidoyer-proeuropeen-inattendu_6050872_3234.html)

Article réservé aux abonnés



Klaas Knot, président de la banque centrale néerlandaise, à Amsterdam, le 29 mars 2018. KOEN VAN WEEL / AFP

Un fonds de relance permanent pour les Etats européens en difficulté et l'effacement d'une partie de leur dette, pour leur permettre de réinvestir : lors d'une conférence à La Haye, mardi 1<sup>er</sup> septembre, le gouverneur de la Banque nationale des Pays-Bas (DNB), Klaas Knot, a surpris et créé des remous. Parce qu'il défendait un point de vue en contradiction avec la position d'extrême fermeté défendue en juillet, à Bruxelles, par le premier ministre Mark Rutte.

Lire aussi [Plan de relance : Mark Rutte, l'homme du bras de fer avec l'UE](#)

Avec ses alliés « frugaux », le dirigeant libéral avait à l'époque forcé ses collègues européens à négocier pendant quatre-vingt-dix heures, n'acceptant qu'avec difficulté, en bout de ligne, le principe d'un endettement commun de 750 milliards. En échange d'une série de conditions, dont l'augmentation du rabais dont bénéficie son pays pour sa contribution au budget européen, lequel sera par ailleurs inférieur aux espoirs de la Commission et du Parlement. Pour témoigner de sa prudence – voire de sa défiance – le chef du gouvernement néerlandais avait refusé de parler d'un accord « historique », formule utilisée notamment par Emmanuel Macron et Angela Merkel.

## Une « restructuration », voire un effacement de la dette

---

M. Knot, lui, estime nécessaire d'aller plus loin que les décisions de juillet. Soulignant tout de même qu'il ne s'agit que d'une « option » et qu'elle est « complexe », il évoque une « restructuration », voire un effacement, de la dette des pays les plus endettés, dont la Grèce et l'Italie. « *L'option est théorique, mais c'est sans doute la meilleure* », affirme le dirigeant de la DNB.

Il évoque cependant certaines conditions : une analyse « dépolitisée » du problème au préalable, l'établissement d'un « pare-feu » pour éviter la contagion d'autres pays et la mise en place de réformes strictes. Même prudent, le propos fera réagir un pays qui, relève le quotidien *De Volkskrant*, cède volontiers à « l'hystérie » quand on lui parle de dette.

Lire aussi Endettement des pays européens : des Néerlandais moins bons élèves qu'il n'y paraît

D'autres propos du dirigeant vont provoquer de vifs débats : il plaide pour des accords au niveau européen concernant l'impôt des sociétés alors que son pays a multiplié les initiatives pour attirer des multinationales en leur promettant un statut fiscal plus que favorable. « *La course vers moins d'impôts n'est pas une démarche raisonnable* », relève-t-il. M. Knot indique aussi que son pays, régulièrement invité par Bruxelles à limiter son excédent commercial, devrait dépenser plus pour stimuler la croissance, aux Pays-Bas et ailleurs en Europe.

## Inquiet pour la monnaie unique

---

Le banquier central dit, en fait, s'inquiéter de l'avenir de la monnaie unique et de l'Europe alors, dit-il, que le Brexit a montré qu'un « *malheur politique* » pouvait survenir quand la presse populaire et une partie du monde politique véhiculent continuellement l'image négative du « *Moloch bureaucratique bruxellois* ».

A ses concitoyens, eux aussi gagnés par l'euro-scepticisme, le patron de la DNB tient d'abord à rappeler quelques évidences : « *Les pays du nord profitent davantage que ceux du sud du marché intérieur et de l'euro* ». Une analyse coût-bénéfice confirme, insiste-t-il, que l'Europe contribue jusqu'à 9 % au revenu national des Pays-Bas. Et un euro stable favorise les exportations. Aussi « *peut-on attendre du monde politique qu'il œuvre dans l'intérêt des citoyens* » en cessant d'évoquer uniquement les imperfections de la prise de décision au niveau communautaire, poursuit M. Knot.

L'inattendu plaidoyer pro-européen du Néerlandais est toutefois assorti de quelques critiques. A l'égard de la Banque centrale européenne, d'abord. « *Il est toujours tentant d'injecter davantage d'argent dans l'économie et de maintenir les taux à un niveau très bas, comme le fait la BCE, mais, à terme, cela entrave la croissance* », juge-t-il.

Lire aussi Accord du 21 juillet : « C'est la maladie de l'Union européenne de se croire plus grosse que le bœuf »

Son autre appel, dans la ligne du gouvernement Rutte celui-là, est adressé à la Commission de Bruxelles. Il faudra bien un jour – après la crise actuelle –, souligne-t-il, en revenir aux exigences des traités européens : 3 % de déficit public, une dette ramenée à 60 % du produit intérieur. Sauf à modifier lesdits traités – cela semble possible à ce stade – ou à prendre le risque que les marchés financiers, particulièrement « *coulants* » pour l’instant, dit le banquier central, se réveillent et s’inquiètent que l’actuelle dégradation de la situation financière des Etats n’entraîne pas de réformes à même d’endiguer l’hémorragie.

Jean-Pierre Stroobants(Bruxelles, Correspondant)

### Contribuer

- Favoris
- 
- Partage
- 
- 
- 

Édition du jour

Daté du lundi 7 septembre

[Lire le journal numérique](#) [Les éditions précédentes](#)

